

## *La chronique de MiF Expo- le salon du made in France*

### La canicule, Le Céta, Le Made in France, et si tout était lié?

Chaud devant. Une vingtaine de départements placés en alerte rouge, un thermomètre qui affiche à Paris 40° à l'ombre, des records de température.....

Le problème avec la canicule, c'est qu'on la subit, et puis on se demande quoi faire. La cause première du réchauffement climatique, l'émission des différents gaz à effets de serre, ne cesse de croître. En 2017, nous dit l'Agence internationale de l'énergie, les activités humaines ont rejeté 33,1 milliards de tonnes de CO2 (ou équivalent), soit 1,7% de plus que l'année précédente. Si le monde entier ne change pas d'orientation, on n'a pas fini d'avoir chaud.

Mais, nous, en France, serions-nous aussi coupables que les autres ? Avec 463 millions de tonnes émises par l'Hexagone en 2016, il n'y a pas de quoi être fiers. Mais lorsqu'un Français émet 5,1 tonne de CO2 par an, un Américain en émet 16,1 tonnes, un Chinois 7, 2 tonnes, un Britannique 6,2 millions, un Allemand 9,6 millions, et la moyenne européenne atteint 6,8 (chiffres 2015). Nous serions donc les bons élèves de la pollution en Europe (un Africain culmine à 0,7 tonne !), grâce au parc nucléaire « décarboné » qui nous fournit plus de 70% de notre électricité. Il n'y aurait donc qu'à attendre que nos voisins se couvrent d'éoliennes ou nous achètent des réacteurs atomiques (à condition qu'ils fonctionnent correctement...) pour que la situation progresse vers la moyenne mondiale (4,9 tonnes par habitant, dont 16,1 tonnes pour les Etats-Unis 0,9 seulement en Afrique...)

Hélas, comparaison n'est pas raison : si nous émettons (relativement) peu de CO2 depuis notre territoire, nous en émettons beaucoup depuis le territoire des autres, par les achats de biens et de services que nous importons. Si l'on prend en compte les émissions nécessaires à la production de ce que nous importons, alors « l'empreinte carbone » moyenne des Français dépasse les 10 tonnes par habitants. Par exemple les usages du numérique représentent 1,5 tonne par an et par Français, soit davantage que son alimentation (selon la plate-forme E-RSE). Or le matériel est presque entièrement importé, et les grands acteurs, les GAFA- sont situés à l'extérieur des frontières...

De fait, la courbe de ces émissions « exportées » suit depuis 1995 une autre : celle de la désindustrialisation du pays. Pire : la pollution par les produits importés compense quasiment les économies réalisées à l'intérieur de nos frontières par les industriels. Avoir réduit de moitié la capacité de production dans l'Hexagone (grosso modo de 22% du PIB en 1995 à 11% aujourd'hui) a donc non seulement un coût économique (le déficit de la balance commerciale), social (la destruction de plus de 2 millions d'emploi) mais aussi environnemental. En délocalisant la production, on fait fabriquer souvent dans des conditions bien plus polluantes. Qui fera le bilan carbone du textile ou de l'acier chinois ou américain, produits en brûlant des millions de tonnes de charbon ou de pétrole de

schistes ? Quelles émissions lors du transport ? La France a adopté un objectif ambitieux, repris par l'Union européenne: parvenir à la « neutralité carbone » en 2050. Si cela se fait en démenageant tout ce qui reste d'usines sur le continent, on aura rien fait d'autres que de mettre la poussière sous le tapis.

Le sujet est pratiquement tabou. On trouve difficilement des statistiques de bilan carbone complet pour tous les pays. En France, seul Nicolas Hulot, avant de claquer la porte du ministère de l'Ecologie, avait communiqué sur cet aspect de la chose. On comprend pourquoi : faire la lumière mènerait fatalement à un débat sur la nocivité du libre échange généralisé et sur la nécessité d'une taxe carbone aux frontières.

En attendant, les relocalisations, la promotion des circuits courts, et donc pour nous le Made in France, apparaissent comme une nécessité. Pour sauver la planète, Il ne s'agit pas seulement de privilégier les « produits à haute valeur ajoutée », ou « haut de gamme », et donc les hauts profits mais se remettre en situation de satisfaire les besoins de la population, qu'on a laissée avec dédain aux pays en voie de développement. Le made in France est un levier, complémentaire des changements de mode d'investissement, de vie, de consommation, pour lutter contre le réchauffement.

Nous sommes encore loin d'une telle prise de conscience politique. Cette semaine, l'urgence ce sera donc de trouver de l'ombre et des boissons rafraichissantes. Au Palais Bourbon, il fera une température modérée (la climatisation a été rénovée récemment). C'est sans doute pourquoi la majorité de l'Assemblée nationale, ignorant l'appel de Nicolas Hulot, a voté la ratification du traité de libre échange de l'Union européenne avec le Canada (CETA). Un traité qui va encore accélérer les échanges de marchandises, et donc la production de CO2. Un exemple : grâce au CETA, le Canada pourra exporter vers l'UE un quota 50000 tonnes de viande bovine. Il est déjà stupide de faire faire des milliers de kilomètres à des carcasses, en destination d'un marché déjà excédentaire. Mais c'est réellement contradictoire avec la lutte contre le réchauffement climatique mondial. Bientôt viendra en débat un autre traité négocié par la commission européenne avec le Mercosur (Brésil, Argentine...) d'une toute autre ampleur, puis -peut-être- un troisième avec les Etats-Unis. Il est vraiment urgent de mettre fin à cette course à l'abîme. Et d'acheter un ventilateur fabriqué en France...